

HABITARE / Le (mal)-logement en questions / séminaire printemps (TPE, TPE-R) - DE2 (86h) / Christophe Migozzi, Ion Maleas, Marion Serre

" [...] il est clair comme le jour que l'État actuel ne peut pas et ne veut pas remédier à cette plaie qu'est la pénurie des logements. "

F. Engels, 1872

Objectifs

Ce séminaire vise à sensibiliser les étudiant.e.s à la question du logement et plus particulièrement aux situations de mal logement existantes aux échelles métropolitaine et nationale. Outre les apports historiques, théoriques et empiriques, les étudiant.e.s profiteront des interventions d'acteurs locaux activement engagés dans la lutte contre le mal logement (p.ex. des bailleurs sociaux, la Fondation Abbé Pierre, les Architectes Sans Frontières, etc.).

Ce séminaire a été construit en lien avec deux autres enseignements du DE2 : 1) le séminaire de printemps "Droit à la ville" (M. Girard coord.) avec lequel des cours et interventions sont planifiés en commun ; 2) l'atelier de projet Habitare (Ch. Migozzi), également centré sur le mal-logement et les réponses que l'on pourrait apporter par le projet.

Contenus

A l'heure où le logement est au cœur des débats, tant politiques que scientifiques et professionnels, ce séminaire propose aux étudiants de constituer un socle de connaissances théoriques et empiriques sur le logement et plus particulièrement sur les situations de mal-logement (architectures, usages, modes de production et de gestion). Ces situations constituent une urgence permanente, qui requiert un renouvellement constant des connaissances, compétences et projets à mettre en œuvre. En témoigne la 23^e édition (2018) du rapport annuel sur l'état du mal-logement de la Fondation Abbé Pierre, qui rend compte de chiffres alarmants : 4 millions de personnes restent mal logées ou privées de domicile, tandis que 12 millions voient leur situation fragilisée par la crise du logement. Au total, près de 15 millions de personnes sont touchées, à un titre ou à un autre, par la crise du logement. Les effondrements de la rue d'Aubagne sont aussi les témoins de cette urgence : il faut trouver des leviers d'action, pour que chacun puisse avoir droit à un logement digne.

Dans ce contexte, ce séminaire pose une question concrète aux étudiants :

Qui s'occupe du mal-logement en France aujourd'hui ?

Cette entrée par les acteurs nous amènera à explorer différentes situations de mal-logement (centres historiques vétustes, copropriétés dégradés, logement social délaissé, bidonvilles, squats, pavillonnaire insalubre, etc.), ainsi que les processus d'urbanisation visant à lutter contre (réhabilitations, démolitions, relogements, réquisition des logements vacants, etc...). Il s'agira de mettre à la loupe les actions menées par les institutions publiques (telles que l'Agence Nationale

pour la Rénovation Urbaine par exemple), mais aussi celles portées par les professionnels et les associations (tels qu'Architectes Sans Frontière, la Fondation Abbé Pierre) qui tentent d'apporter des réponses là où l'engagement de l'Etat n'est pas encore à la hauteur de la situation.

Pour mener ce travail, les étudiants exploreront deux aspects de la recherche : une approche théorique (cours, exercice de lecture critique) et une approche empirique (enquêtes de terrain, rencontre des acteurs) :

- Sur le plan théorique - en articulation avec le séminaire "Droit à la ville" - nous poserons notamment la question du *droit au logement*, défini comme un droit fondamental reconnu par la déclaration universelle des droits de l'homme (Paris, 1948). En France, il est également reconnu comme droit constitutionnel depuis 1946. Par ailleurs, depuis 2008 (et la loi de Droit Au Logement Opposable - DALO), les personnes qui remplissent les critères du droit au logement et qui ne se sont pas vues proposer de solutions peuvent déposer des recours devant le tribunal administratif contre l'État. Pourtant, comme dit précédemment, les situations de mal-logement sont encore loin de disparaître.
- Au travers des enquêtes de terrain (approche empirique), les étudiants seront amenés à comprendre les mécanismes de la production du mal-logement. L'étude de cas concrets permettra notamment d'interroger les logiques "d'entrepreneuralisme urbain" (Harvey, 1989) et de marchandisation du logement (Topalov, 1987, Fijalkow, 2011). Les enquêtes seront effectuées sur le terrain de la métropole Aix-Marseille, voire de la région PACA¹.

L'un des objectifs sera de comprendre les écarts existants entre des textes de loi qui définissent le logement comme un *droit* fondamental et ce qui se passe concrètement sur le terrain où le logement est devenu une *marchandise*, dont l'avenir pose résolument question. *In fine*, au vu des processus d'urbanisation actuels marqués par de forts rapprochements entre le public et le privé, la vraie question qui restera à poser est : dans un futur plus ou moins proche, **qui seront les acteurs qui s'occuperont du mal-logement ?** Dans ce contexte en pleine mutation, ce séminaire propose aux étudiants de s'interroger aussi sur l'évolution possible des rôles des architectes et de leurs compétences en matière de (mal)-logement.

Attendus

Pour les étudiants en **S7** : initiation à la recherche (bibliographie critique, lecture critique, approche bibliographique croisée => dossier de synthèse, incluant les résultats de l'enquête de terrain)

Pour les étudiants en **S8** : approfondissements théoriques et conduite d'une enquête de terrain (dossier de synthèse sur les approfondissements théoriques et les résultats de l'enquête de terrain)

Pour les étudiants en **S9** : idem S8, avec rédaction du TPE (mention recherche possible)

¹ La région PACA concentre le plus grand nombre de communes carencées en logement social au niveau national. Elle est aussi la deuxième région la plus marquée par les inégalités et présente l'un des plus forts taux de pauvreté du pays. À Marseille, les estimations recensent : 40 000 logements insalubres, 100 000 habitants qui continuent de vivre dans des conditions inacceptables, 2 000 personnes qui habitent dans des bidonvilles et des milliers d'autres qui restent à la rue (Fondation Abbé Pierre, 2018).

Bibliographie indicative

- ADEUS groupe reflex. (2008). « *Cités de Gitans !* », *l'habitat des tziganes sédentaires en logement social à Marseille. Un bref état des lieux*, (pour la Fondation Abbé Pierre).
- Agier, M. (2013). *Campement urbain. Du refuge naît le ghetto*, Paris : Payot & Rivages
- Aguilera, T. (2014). « Les villes face aux Roms des bidonvilles. Retour sur deux expériences militantes », *Métropolitiques*, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-villes-face-aux-Roms-des.html>
- Berry-Chikhaoui, I. et Deboulet, A. (2000). *Les compétences des citoyens dans la Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris : Karthala
- Bouchain, P. (2010). *Construire ensemble, le Grand Ensemble*. Arles : ed. Actes Sud
- Bouchain, P. (2016). *Pas de toit sans toi : réinventer l'habitat social*. Arles : ed. Actes Sud
- Bouillon, F. 2009. *Les mondes du squat. Anthropologie de l'habitat précaire*, Paris : PUF/Le Monde
- Driant, J.C. (2015). *Les politiques du logement en France*. Paris : La Documentation Française.
- Engels, F (1872). "La question du logement", dans : Flamand, J.P. (2012). *La question du logement, aujourd'hui, en France*.
- Fijalkow, Y. (2011). *Sociologie du logement*. Paris: ed. La Découverte
- Flamand, J.P. (2001). *Loger le peuple : essai sur l'histoire du logement social*. Paris : ed. La Découverte
- Flamand, J.P. (2012). *La question du logement, aujourd'hui, en France*. Angoulême : ed. Abeille et Castor
- Fondation Abbé Pierre (2018). *23^e édition du rapport annuel sur l'état du mal-logement en France*.
- Fondation Abbé Pierre (2018). *L'état du mal logement en France 2018 : un éclairage régional, Provence-Alpes-Côte d'Azur*
- Harvey, D. (1989). "Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformations de la gouvernance urbaine", dans : Gintrac C., Giroud, M. (2014). *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain*. Paris : Les Prairies Ordinaires
- Harvey, D. (2011). *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris: Éditions Amsterdam
- Jurislogement. (2013). *Défendre les droits des occupants de terrain*, Paris : La Découverte.
- Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*, Paris : Anthropos
- Navez-bouchanine, F. (dir.). (2013). *Effets sociaux des politiques urbaines*, Paris : Karthala.
- Pechu, C. (2010). *Les Squats*, Paris : Presses de Sciences Po
- Robert, C., Vaucher, A.C., Domergue, M. (2014). *La crise du logement : bien la comprendre pour mieux la combattre*. Paris : La Clavier Bleu
- Topalov C., (1987). *Le logement en France : Histoire d'une marchandise impossible*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques